L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Préfecture et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 13 FEVRIER 1837.

Du projet de loi qui reçoit le commencement d'agents et de gains entre le mort et le femme. [No. 2.]

C'est jeudi prochain, si nous ne nous trompons pas que la séance sera appelé à entendre la seconde lecture, et à entamer les débats du projet de loi donné de la chambre des Représentans et soumis pour objet de modifier cette partie de notre code civil qui traite de la communauté de gains et d'acquets, telle qu'elle se maintenant établie.

Cette question nous semble une des plus importantes qui se soient présentées devant la législature, dans l'une ou de la session actuelle; et bien que nous n'ayons aucune conviction que le sénat n'y donnera jamais sanction, et que le bill sera renvoyé à la chambre des représentans, pour y subir telles modifications que sera réellement l'esprit philosophique et les lumières du siècle, aussi bien que le caractère de nos mœurs et la nature de nos institutions politiques, encore est-il qu'il s'agit ici d'une réforme sociale: qu'une des branches les plus influentes de notre assemblée législative, a, par une majorité assez forte, adhéré à la mesure proposée dans son sein, et que, par des circonstances que nous ne saurions prévoir, il pourrait se faire que le projet de loi fut adopté dans la chambre haute, approuvé par l'exécutif, et devint ainsi, pour un certain laps de temps, la coutume du pays: d'après ces considérations, nous avons cru qu'il était de l'intérêt du peuple que la presse journalière intervint; et que dans une dissertation sage, réfléchie et sans passion, elle s'efforçât à signaler ce qu'il y a de répréhensible dans le bill, et à quelles conséquences fâcheuses il peut entraîner la communauté entière, par le fait d'une adoption trop prématurée.

Nous sommes du nombre de ceux qui ont la conviction intime que les législateurs de la Louisiane n'ont jamais agi qu'avec une sollicitude toute paternelle envers le peuple dont ils représentent les intérêts, et qui les a investis de son pouvoir suprême pour leur donner des lois que réclament les besoins du moment et l'avancement moral et progressif du siècle. Aussi, avec une pareille assurance de notre part, nous ne nous faisons jamais promis d'entrer en lice avec ceux que nous considérons comme nos supérieurs en lumières, en sagesse et en prévoyance, si la session de la législature dut être permanente parce qu'alors on aurait la chance certaine de voir redresser un abus, corriger ce qu'il y a de défectueux dans une loi, avant qu'il en résultât un mal pour la société. Mais lorsque nous réfléchissons qu'arrivé l'époque de la prorogation du corps législatif et celle de sa réunion il s'écoule environ neuf à dix mois; et que, dans cet intervalle, si une loi est vicieuse, elle peut donner naissance à une foule de procès ruineux: que le bien être de nos concitoyens, leur tranquillité domestique et civile, la paix et le bonheur, d'un ménage, l'avenir d'un enfant, qui très souvent n'a d'autre appui que celui que lui accorde la loi contre les déportemens d'un père ambitieux ou désordonné ou ceux d'une mère débauchée, et dont la seule règle de conduite est de ne se tenir compte que de ce qu'elle doit à ses passions; enfin que la fortune, et quelque fois même l'existence précaire d'un mari faible et sans défense sont à tout moment compromis; lorsque nous réfléchissons, disons nous, à ces résultats probables, n'est-il pas de notre devoir de chercher à conjurer ces dangereux futures, et de faire tous nos efforts pour conserver l'harmonie sociale, de laquelle dépend la maintien de la chose publique. Et quelqu'exagérées que puissent paraître nos prévisions, il nous suffirait de considérer que dans les neuf mois qui vont s'écouler, une seule femme, une seule Louisianaise est exposée à être jetée sur la paille par l'omission, dans son contrat de mariage de la clause formulaire de la communauté de gains et d'acquets; qu'un seul enfant court les risques d'avoir un avenir de malheur par suite des spéculations imprudentes ou des folies de ses parens, pour combattre corps à corps le projet de loi et demander, au nom de ces deux innocentes victimes, qu'il reste déposé indéfiniment sur les bureaux du secrétaire.

Déjà, dans deux articles émanés de la plume de notre collaborateur, la question a été envisagée sous ses faces les plus générales: nous allons maintenant faire l'analyse du bill et chercher à démontrer qu'il est très impolitique sous le point de vue social, et contraire à l'esprit de nos institutions républicaines.

Tel qu'il est maintenant rédigé, avec les amendemens introduits dans le cours des débats de la chambre, ce bill se compose de quatre sections.

La première décrète qu'au jour de la dissolution du mariage, par la mort de la femme, le mari sera le seul héritier de toute cette partie des biens, qui, d'après les lois existantes, revient aux héritiers de la femme.

La seconde section établit une clause semblable pour la femme lorsque viendra le décès de son mari; à cette différence près, que, pour qu'elle hérite de cette même partie des biens, il faut que le mari soit mort sans avoir testé [ab intestat].

La troisième section nous a paru la plus importante de toute: elle établit qu'aucun mariage contracté dans l'Etat n'entraînera la présomption de communauté d'acquets et de gains entre les époux, mais que le contraire sera présumé, à moins qu'il n'ait eu stipulation expresse d'une semblable communauté, dans le contrat de mariage.

La quatrième et dernière section décrète que lorsqu'un mariage aura été contracté hors de cet Etat et que les époux, ou aucun d'eux viendront y demeurer ou y acquerront des propriétés, alors et dans ce cas le mariage, ou les propriétés ainsi acquises, ne seront pas sujets à la loi de communauté conjugale, telle qu'elle est établie dans cet Etat, nonobstant toute dispositions de cette dernière contraires.

La première question qui se présente tout naturellement à l'esprit, lorsque l'on parcourt le projet de loi, est de savoir ce qui a pu donner naissance à ce projet et les raisons de la communauté entière réclament un pareil changement dans la coutume qui nous régit depuis si longtemps, et qui n'est basée que sur le fruit de l'expérience des peuples les plus civilisés du monde. Si nous ne nous trompons pas, un but tout-à-fait commercial a motivé la rédaction de ce bill. Lorsqu'arrive le décès d'une femme mariée, la maison de commerce la plus stable est peut être entraînée à sa ruine, ou du moins à une suspension générale de ses affaires, par suite des procédures judiciaires auxquelles entraîne ce décès, et du compte que le mari est obligé à rendre aux héritiers de son épouse. Sous ce point de vue, en réglant la formule du contrat de manière à livrer au mari la jouissance entière et la possession exclusive de tous les biens dus d'acquets et de gains, on parera à tous les inconvéniens qui résulteraient autrement.

Une disposition semblable serait des plus sages et des mieux motivées à la fois, si toutes les classes de notre population étaient commerçantes, et si chaque citoyen était exposé à perdre je fruit de ses labeurs passés, sa fortune du jour et ses projets sur l'avenir; elle serait également judicieuse si, avec l'assurance d'un bouleversement dans les affaires de quelques individus, occasionné par une rédaction de compte, ou avait encore la conviction qu'un mari qui aurait ainsi hérité de toute cette partie du bien commun qui revient à ses enfans, agirait toujours dans leurs intérêts; qu'il ne se remarierait jamais, afin d'éviter que d'autres enfans que les premiers fussent appelé un jour et lorsqu'arriverait son décès, à partager un héritage qui ne leur revenait pas.

Mais comme rien de ce qui vient d'être dit n'est qu'une simple hypothèse, hypothèse, d'ailleurs, démise de toute espèce de fondement, et comme aussi dans une loi aussi sacrée que celle du mariage, on ne doit avoir en vue que ce qui est le plus avantageux à la masse du peuple, sans avoir égards aux besoins d'une fraction isolée, nous disons que le bill, tel qu'il est rédigé, n'est pas admissible tut il même émané de la plume de l'immortel Montesquieu ou de tout autre publiciste célèbre des siècles passés et de l'époque actuelle. Il est inadmissible en ce que pour favoriser les intérêts ou l'ambition d'un seul individu (le mari) on compromet le sort à venir de toute sa progéniture. Il est inadmissible encore en ce que par le fait d'une coutume qui bannirait du mariage toute communauté d'acquêts et de gains, à moins que le contraire ne fut spécifié, on retranche-rait un lien important entre les époux. Il est inadmissible en ce qu'il est diamétralement opposé à la coutume établie dans tant de pays, et dont les résultats ont été si favorables au sort mutuel des époux et de leurs enfans, laquelle coutume veut qu'il y ait communauté entre eux, s'il n'y a convention contraire; elle est inadmissible enfin en ce qu'une semblable clause donne de fait une puissance despotique au mari et que tout le monde sait que l'homme le plus vertueux, n'est pas toujours le plus respectable de notre siècle, on rencontre les planches d'une infinité de maisons occupées jadis par des hien chrétiennes, on recueillait d'horreur à la vue d'exemples inimaginables enfouis sous de papier. Sans doute quelque rixe violente et redoutée une escalade; sans doute le pouvoir corrupteur, occasionne quelque vol, quelque meurtre, et la main de la justice n'est trouvée paralysée: La crime de quelques uns est devenu le secret de tous: égide chaleureusement a couvert de son ombre des forfaits que l'on n'eut osé prévoir, en admirant des malfaiteurs dans les actionnaires, comme les agens, rechercher, abriteurs avec autant de soin l'œil de la police, que ceux des crimes secrets en méditent à l'éviter.

L'échange d'un pareil libre! laisser de côté les esclaves, réduit à l'empire des mœurs, et montrer vous homme d'état éclairé, comme vous vous êtes montré consciencieux. Rétléchissez sur la puissance des passions, sur les désordres qu'elles entraînent, si les femmes, par les yeux sont des dangers que vous encagnez; sans, que vous balancez à détourner.

Jalons de soumettre aux convenances générales, vous croyez d'entrer le moyeau dans une question qui a tant de fois occupé vos prédécesseurs; vous réduisez le cri de certains moralistes qui, sans un principe qui corrompe ne comiente, se croient à l'abri de tout reproche, quand ils ont pour eux leur conscience. Mais, le cri de l'humanité n'est pas plus fort encore, et les hautes considérations d'administration publique ne doivent-elles pas surmonter l'inconstance de quelques bien rares qui n'existent que dans l'imagination? Qui, sans doute, le crédit gêné, la terreur des gens de famille, feraient par étouffer les entrailles de ceux qui peuvent d'un jour ramener la gêne aux mêmes termes où leurs prédécesseurs les avaient placés. Et sentiront, nos législateurs, qu'une véritable popularité réside toujours de nouveau prêts dans l'estime de la société. Et qu'ultérieure, après tout, à la législature de la Louisiane, qu'une sévérité exagérée porte au stoïcisme quelques individus qui, ne sortant jamais du cercle étroit qu'ils se sont tracé, considèrent sans pitié toutes les misères humaines! Le devoir du législateur est de s'élever presque à l'impassibilité des mœurs; et sans cet effort pour s'élever au dessus de la sphère publique par ces *Montesquieu*, en violation de toutes règles.

Et maintenant qu'il est pour le conseil, que désoir impatient d'emploi sur que de sensibles atteintes, qui pourraient troubler la tranquillité publique, ne forgent le peuple à des mesures de rigueur pour protéger son repos ne sa responsabilité.

Réunis que le conseil approuve la conduite des citoyens, qui, aujourd'hui ont fait protéger les droits du public, en plaçant les obstructions faites par M. Shepherds et Miller, sur la levée et le chemin public au delà des faubourgs Claude et Montreuil.

M. Bronson dit qu'il voterait pour cette première section; il n'était pas encore s'adopterait les autres parties, mais d'après l'exposé que vient de faire son collègue du second district il est assez satisfait des formes générales du bill.

Avant que la question ne soit posée, plusieurs sénateurs disent qu'ils donneront un vote affirmatif mais que ce vote n'est que conditionnel: c'est-à-dire que si les garanties offertes ne leur paraissent pas suffisantes ils rejetteront le bill.

Le président ayant fait observer que ce vote n'avait rien qui lût les membres à soutenir les autres sections.

M. Winn, répond que ses collègues et lui n'eus fait la remarque que pour qu'on ne les accusât pas d'inconstance.

La première section du bill est adoptée—Mrs. Armant, Bronson, Brown, Durnet, Dupré, Garcia, Hart, Lafleure, Poun, Perche, Scott, Tête et Winn, votent dans l'affirmative et M. Briscoe est seul dans la négative.

M. Briscoe motive ainsi son vote: Il ne croit pas les garanties suffisantes; et le fassent-elles il voterait pour le rejet, parce qu'au fin d'un prêt il voudrait une nouvelle exposition. C'est plus coulant en aux intérêts de l'Etat.

La considération de la discussion est remvoyée à une autre séance.

Le sénat siège à huis-clos pour s'occuper d'affaires exécutives.

Les portes étant ouvertes, l'ajournement fut décidé.

CONSEIL DE LA 3ème. MUNICIPALITE
Séance extraordinaire de vendredi 10 Février.

Le conseil s'est assemblé extraordinairement.

Le président, ayant appelé les membres à l'ordre a déclaré la séance ouverte. L'appel nominal fait, les membres présents furent Mess Marigny, Duringeaud, Férand, Lara et Kilehaw. Absents, Mess Lesseps et Percy.

Après lecture et approbation du journal de la dernière séance, lecture est faite d'une lettre de M. Joseph Pilié voyer de cette municipalité, dans laquelle cet officier fait payement au conseil, en copie d'un rapport qu'il avait fait au maire, pendant la maire, pendant les travaux qu'avaient commencés Mess Sherard et Miller, sur la voie publique en face des faubourgs Monat Montreuil dans les limites de cette municipalité, cette lettre informait en même temps le conseil que le maire avait pris les mesures légales, nécessaire à pour faire disparaître cet empêchement sur les droits du public.

Sur l'invitation du conseil Marigny occupe le fauteuil.

Le comité général, ayant commencé à procéder en considération la lettre du voyer, M. Ferrand en appelé au lauteuil par M. Marigny; le comité général après avoir pris en considération le rapport fait par le voyer en entier et le reconnu qu'il avait provoqué ainsi que l'action de Mess. Miller Shepherd d'avoir interrompu le libre communication sur la voie publique, en l'interceptant en face du faubourg Claude et Montreuil, par une barrière en planches; au rapport accompagné de divers résolutions ont été adoptés par le comité général.

Sur motion de M. Duringeaud, le comité général est levé; les membres en ayant fait leurs rapports et réunis au conseil le rapport et les résolutions prises et adoptés par le comité général et soumis au conseil ont été adoptés à l'unanimité.

Attendu qu'un attentat sur les droits du public, du moins de la plus répréhensible, a été commis, consumis par M. J. H. Shepherd et J. F. Miller en faisant entrer la levée et une partie de la grand route en face des faubourgs Claude et Montreuil, dans les limites de la municipalité, dont le public a toujours été en possession, cet attentat, que le peuple, dans la jouissance de ses droits, a pu commettre il devait l'être, en faisant disparaître tous autres obstructions faites sur la levée et sur le chemin public en face des faubourgs Claude et Montreuil, en violation de toutes règles.

Et attendu qu'il est pour le conseil, que devoir impérieux d'employer par de sévères attentats, qui pourraient troubler la tranquillité publique en forçant le peuple à des mesures de rigueur pour protéger son droits ne sa responsabilité.

Résolu que le conseil approuve la conduite des citoyens, qui, aujourd'hui ont fait protéger les droits du public, en plaçant les obstructions faites par M. Shepherds et Miller, sur la levée et le chemin public en face